Transcript de l'interview d'Elisabeth Guigou – Radio Medi 1

Q - Ancienne ministre, aujourd'hui députée présidente de la commission des Affaires étrangères de l'assemblée nationale française. Vous effectuez actuellement une visite de travail au Maroc. Une visite qui fait suite à la venue dans le royaume de plusieurs ministres du gouvernement français. Vous allez rencontrer de nombreuses personnalités marocaines personnalités politiques et aussi de la société civile.

Mme Guigou, on sait qu'avec l'élection de François Hollande, la France a changé de majorité, il y a quelques mois. Quelles sont aujourd'hui, les relations entre la France et le Maroc.

R - Les relations ont toujours été excellentes. Bien qu'elles soient d'une qualité exceptionnelle, sans équivalent, et évidemment nous avons la volonté de les améliorer encore si c'est possible et en tout cas de les renforcer. Je crois que pour nous, le Maroc est une référence, un exemple même dans toute la région. Les réformes qui ont été entreprises il y a maintenant une dizaine d'années sont, là aussi, tout à fait remarquables. Nous souhaitons évidemment la réussite du Maroc et des réformes entreprises. Nous espérons que le Maroc arrivera à améliorer la situation économique et sociale. Tous les pays subissent évidemment le contrecoup de la crise. La France, ce n'est pas facile, vous savez en ce moment. Le Maroc a eu une croissance un peu moindre. Mais, il semble que les perspectives soient meilleures pour l'année prochaine. Nous en réjouissons. Nous voulons à la fois continuer à améliorer encore nos relations sur tous les plans. Sur le plan économique, sur le plan des relations humaines, sur le plan politique, bien entendu. Elles sont déjà excellentes. Quelles sont les nouvelles pistes ? Surement certaines que l'on pourrait encore ouvrir par exemple. Je crois que l'augmentation des investissements français et européens au sud de la méditerrané et en particulier au Maroc est une nécessité. Je crois que nous avons besoin acquérir un développement économique partagé. Et que si nous faisons cela ensemble. Si nous faisons ce qu'on appelle des co-investissements et des co-localisations dans des termes un peu barbares, pour dire que nous devons concevoir un développement agricole industriel en commun. Par ailleurs nous avons des défis communs à relever. Nous avons le défi des énergies nouvelles, celui de la sécurité alimentaire, du réchauffement climatique. Il y a énormément de choses auxquelles la France et le Maroc ensemble pourraient avoir un rôle tout à fait pilote et novateur. J'espère que nous arriverons à développer dans les prochaines années.

Q - Le président François Hollande effectue avant la fin de l'année un voyage officiel en Algérie. Comment interpréter cette visite sur un point de vue régional. Au Maroc, certains observateurs s'interrogent sur un rééquilibrage des relations entre la France et les pays du Maghreb.

R- Il faut que la France et l'Algérie arrivent à établir des relations sur de nouvelles bases, à réchauffer leurs relations C'est vrai que nous avons un passé qui pèse encore beaucoup, qui est douloureux, et donc il faut absolument que la France et l'Algérie regardent vers l'avenir tout en négligeant pas bien entendu le travail indispensable des historiens sur les épisodes tragiques évidemment de notre histoire. Mais si nous voulons le réchauffement des relations

avec l'Algérie, ça ne veut pas dire que nous ne souhaitons pas maintenir, au contraire, l'excellence de nos relations avec le Maroc. Je ne veux pas dire que l'on veut rétrograder nos relations avec le Maroc. L'amélioration des relations entre la France et l'Algérie pourrait être bénéfique pour tous les pays de la région. Parce que nous souhaitons, comme je crois le Maroc, avoir un Maghreb uni. Ce serait bien évidemment un grand progrès sur le plan économique, puisqu'on sait que l'inexistence du Maghreb sur le plan économique fit perdre deux points de PIB au moins à chaque pays de la région, et que par ailleurs il y aura également des bénéfices politiques à en retirer. Nous pourrions également mieux lutter ensemble sur des défis comme celui de la sécurité collective par exemple.

Q- Le maintien des frontières fermées entre l'Algérie et le Maroc d'une part, et la question du Sahara d'autre part, sont deux freins à la construction maghrébine. Quelle est la position française sur ces deux sujets ?

R- La France soutient depuis très longtemps le Maroc et sa position sur le Sahara. Nous avons soutenu le plan marocain d'autonomie proposé dans le cadre des Nations Unies puisqu'il nous paraît être le plan le plus sérieux, crédible et seul à vrai dire. Nous y avons apporté un soutien dans le cadre des Nations Unies et nous le continuons. Ce qui est préoccupant en effet, c'est que malgré cette offre, les discussions n'aboutissent pas, on est dans une impasse. Nous espérons vivement que la nouvelle visite du médiateur de l'ONU, M. Ross, puisse aboutir à débloquer ces discussions et nous ferrons tout ce que nous pourrons pour faire en sorte que l'on puisse, sur cette base là, un terrain d'entente. Nous souhaitons ardemment que les relations se normalisent entre les deux Etats, puisqu'entre les populations, je crois qu'il n'y a pas de problème, et que l'on puisse un jour, rapidement espérons-le, rouvrir la frontière. Ce qui est indispensable aussi, c'est que nous puissions avoir une approche commune de tous les pays de la région vis-à-vis des défis de sécurité qui se posent maintenant dans la région du Sahel. C'est très préoccupant, et le Maroc est là, pour nous aussi sur ce dossier là, un appui très précieux.

Q- Membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Maroc siège régulièrement au côté de la France à L'ONU. Quelle vision avez-vous de l'activité diplomatique marocaine et en particulier, vous l'évoquiez tout à l'heure, sur des questions sensibles telle que la Syrie ou le Mali ?

R- Sur le Mali, le Maroc a une connaissance extrêmement fine et précise de la région et peut donc jouer un rôle très important, et qu'il joue déjà d'ailleurs. Sur la Syrie, le Maroc est un soutien précieux dans toutes les initiatives qui sont prises pour essayer de sortir de cette dramatique tragédie à l'ONU. Le Maroc a pris d'ailleurs des initiatives, en créant par exemple, et c'est important, un hôpital de campagne en Jordanie. Le Maroc s'est également dit prêt à accueillir la prochaine réunion des amis du peuple syrien. Le Maroc est un allié, un appui, un acteur et qui a été un des premiers pays à dénoncer les atrocités qui ont été commises en Syrie. Nous espérons beaucoup dépasser le blocage actuel qui tiens évidemment à d'autres pays et qui font que le peuple syrien souffre aujourd'hui énormément. La France prend des initiatives multiples. Moi-même j'ai invité et reçu le président du Conseil national syrien et nous avons évoqué la situation. Je crois qu'il y a des tentatives de rapprochement entre les différents éléments de l'opposition en Syrie. Nous souhaitons que l'opposition syrienne arrive à suffisamment s'unifier pour pouvoir bien peser sur le départ de M. Bachar al-Assad que nous souhaitons vivement, comme cela vient d'être confirmé par Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères français dans les discussions qu'il a eu avec le ministre des affaires étrangères russe.